

DEMAIN ON RÉFORMERA GRATIS

par **Jean-Marie DARMIAN**

L'Autre Quotidien | 25 février 2009 |

Le Président de la République a désormais totalement revu les principes de vie sociale qui lui avaient pourtant valu son élection. Il serait, en effet, très révélateur de présenter dans une émission vérité les extraits de ses envolées politiques vengeresses de la campagne des présidentielles, pour les comparer avec les réformes réellement mises en œuvre. Il serait tout aussi facile de placer dans une colonne « *je m'étais engagé à faire* », dans une autre « *j'ai effectivement fait* » et dans une dernière : « *voici ce que je vous ai apporté comme avantages* ». Le bilan serait édifiant. A l'heure actuelle, le résultat devient de plus en plus clair. Soit les mesures ont été néfastes ou inutiles, soit elles ont été dénaturées ou retirées, car elles se heurtaient à l'hostilité générale. Deux ans après, il ne reste plus grand-chose des discours de février 2007... ou alors, c'est lié à une année de pipolisation outrancière des débuts du mandat. Inutile de rappeler que l'essentiel des pratiques sarkozystes repose sur des effets d'annonce répétés. Les mots présidentiels provoquant des maux de poids, le doute s'est durablement installé dans les esprits. Les voyages dans la France d'en bas UMP ne convainquent plus personne. Et même le périple vers la Guadeloupe, annoncé avec fracas, a plutôt pris les allures d'une dérobade que d'un acte conquérant. Ecoles, hôpitaux, fermes, centrale nucléaire, casernes, usines, salons... ont été visités en pure perte : la réalité a été plus forte que les promesses. D'ailleurs, l'illusion ne prend plus. Nicolas Sarkozy perd 6 points de popularité en un mois, à 41% de bonnes opinions, selon le baromètre BVA pour Orange, L'Express et France-Inter, présenté hier. Les mécontents de l'action du chef de l'Etat sont 53% (+8 points), tandis que 6% des personnes interrogées ne se prononcent pas.

Le président perd 4 points chez les sympathisants de droite (69%), 11 points chez ceux qui se disent proches de la gauche (16%) et 4 points chez les personnes n'exprimant pas de préférence partisane (35%). Rappelons qu'il était en chute de 7 points (37% de satisfaction) dans le précédent sondage paru, le baromètre Ifop pour le Journal du Dimanche. Serait-ce enfin le réveil ? Serait l'annonce d'une véritable révolte citoyenne face aux réformes aussi inutiles que purement idéologiques ? Serait-ce l'amorce d'un revirement total de position du chef d'un Etat partisan et partial ?

REFORME EN TOC

En fait, on a trouvé une solution unique pour masquer ce changement de cap : faire semblant de réformer, et repousser dans le temps les décisions réelles. Pour la réforme du bac, beaucoup trop dangereuse, on a obligé Darcos à manger son chapeau en retirant son texte et à la renvoyer... à plus tard ! Il en va de même pour la fameuse réforme des collectivités territoriales, que le comité Balladur va proposer de repousser en... 2014, c'est-à-dire quand tout pourrait éventuellement aller mieux pour l'UMP. Le comité Balladur, qui a planché sur la réforme territoriale, a donc présenté hier des propositions hardies - moins de régions, fusion de Paris avec sa petite couronne - qui suscitent déjà bien des débats. En fait, elles ne seront certainement jamais mises en œuvre. Claude Bartolone, Président du Conseil général de Seine Saint Denis, a ironisé sur le calendrier proposé par la commission, craignant « *qu'au final la commission Balladur soit une énième montagne qui accouche d'une souris* ». Il a ajouté que proposer cette réforme pour 2014 revenait à laisser en fait au futur président le soin de trancher la question... car tout aura été monté en mayonnaise, pour détourner l'attention de l'opinion publique des véritables difficultés sociales, et pour ensuite faire en sorte que le projet soit dénué de toute possibilité d'application concrète. Il aurait mieux valu réformer les compétences, en accord avec les responsables des collectivités, et faire moins de tintouin pour finir en sourdine.

LA MENACE DU CONGRES

« Cette réforme organise une régression institutionnelle, sociale et démocratique », a affirmé Claude Bartolone. Elle « remet en cause 25 ans de décentralisation qui a pourtant prouvé qu'elle était gage d'innovation, de vigueur démocratique de proximité et de solidarité, elle ressemble fort à une petite manœuvre politicienne visant à reprendre par la main institutionnelle ce que les électeurs ont confié à la gauche par la main démocratique ». Tout a été seulement calculé pour éviter un nouveau fiasco dans le contexte actuel. Celui qui obligerait à une révision constitutionnelle. A l'Elysée, on avait en effet oublié qu'en touchant à certains aspects de l'organisation territoriale, on ouvrirait un danger supplémentaire : une réunion indispensable du Congrès (sénateurs et députés) convoqué à Versailles. Depuis les dernières sénatoriales, la majorité des trois-cinquièmes est quasi inatteignable en cas d'opposition de la gauche, et donc la réforme ne passerait pas.

Edouard Balladur et ses acolytes peuvent préparer une casse sans précédent, elle restera dans les cartons où se trouve déjà le « pouvoir d'achat ». Il propose de ramener, à l'horizon... 2014, le nombre de régions métropolitaines de 22 à 15 et la création d'un "Grand Paris" (le retour à feu le département de la Seine), entraînant la fusion de la capitale et de sa petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne).

Dans le même temps, le comité ne propose pas la disparition des 100 départements, pour éviter le Congrès. Leurs champs de compétences, ainsi que celles des régions, seraient redéfinis. Le rôle de ces dernières pourrait être recentré sur le développement économique, l'aménagement et l'éducation. Les pouvoirs des maires ne seraient pas modifiés.

Les cantons seraient... supprimés et remplacés par des territoires, ce qui devrait donc entraîner un vaste découpage administratif. Les mandats de conseillers généraux et régionaux seraient regroupés au sein d'un corps unique de conseillers territoriaux, ce qui entraînerait un changement de mode électoral dans les nouvelles agglomérations. En fait, on arriverait ainsi à casser la majorité actuelle de bon nombre de Conseils généraux, et de conseils régionaux... de gauche !

TAXE INSOLUBLE

En fait, le rapport propose des réformes grandioses pour dans 5 ans, et sans aucune certitude sur l'avenir de ses propositions. C'est l'art et la manière de faire du vent quand il y a le feu à la maison ! Même postulat pour la suppression de la taxe professionnelle. Quand il a annoncé cette mesure, au détour d'un faux entretien télévisé, il a assommé tout le gouvernement et plus encore les stratèges de Bercy, qui n'avaient aucune solution fiable dans leurs ordinateurs. Encore une fois, il y aura eu tromperie sur la marchandise, et même le Medef avait vu le piège. Laurence Parisot avait salué « une bonne mesure », bien que « compliquée à mettre en œuvre. C'est une bonne mesure à condition que cet impôt ne soit pas remplacé par un autre impôt qui va pénaliser le même secteur d'activité ». Elle était lucide, puisque désormais le gouvernement cherche des rustines pour colmater le trou présidentiel dans les finances des collectivités. Le seul résultat de cette déclaration péremptoire c'est que l'incertitude a paralysé les décisions d'investissements indispensables pour combattre la crise.

En effet, les chefs d'entreprise qui se seraient pris à rêver vont vite se réveiller.

Car parmi les pistes envisagées pour compenser cette suppression, qui coûtera 8 milliards d'euros à l'Etat, la première est de « garder un impôt foncier d'entreprise, la deuxième piste, la taxe carbone », évoquée dernièrement par le président de la République. « Et la troisième piste est la valeur ajoutée des entreprises », a détaillé le ministre du budget. « Ce serait plus logique de taxer la richesse que de taxer les investissements », a-t-il déclaré, tout en précisant qu'il ne faisait pas référence à « l'impôt sur les sociétés ». Expliquez-moi donc la différence, à l'arrivée, pour l'entrepreneur qui possède une vaste usine, qui utilise des énergies fossiles et qui dégage un bénéfice, indispensable pour faire vivre son entreprise. En revanche, le trader, dans un bureau réduit, avec tout juste un téléphone pourra, lui, continuer à réaliser des profits

théoriques exceptionnels sans participer à la solidarité collective. On décalera donc à nouveau dans le temps ce qui est totalement impossible à mettre concrètement en place... avant 2012 ! Il est vrai que si on se réfère à cette évolution tactique consistant à annoncer, mais ensuite à renvoyer à plus tard la mesure, on en arrive à comprendre pourquoi le pouvoir d'achat ne viendra qu'en 2013 avec un nouveau (une nouvelle) président (e). La seule mesure rapide que semble vouloir prendre le président, c'est de nommer un ami à la tête du groupe bancaire des « Caisses d'Epargne Populaire ». Il est vrai que, pour son avenir, c'est plus urgent que le reste. Mais je déblogue...

par **Jean-Marie DARMIAN** publié dans : L'Autre Quotidien | 25 février 2009 |